



**PRÉFET  
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale  
de l'environnement, de l'aménagement et  
des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne  
14 rue de l'Aluminium  
77547 Savigny-Le-Temple

Savigny-Le-Temple, le **13 AVR. 2026**

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 16 mars 2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **Société MRF**

17 rue Georges Villette  
ÉCUELLES  
77250 Moret-Loing-Et-Orvanne

Références : E26 - **0679**  
Code AIOT : 0006500936

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16 mars 2026 de la carrière de calcaire exploitée à ciel ouvert par la société MRF (anciennement PIKETTY), implantée au 17 rue Georges Villette sur la commune de Moret-Loing-et-Orvanne (77250). L'inspection a été annoncée le 13 mars 2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Société MRF
- 17 rue Georges Villette - 77250 Moret-Loing-et-Orvanne
- Code AIOT : 0006500936
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Par arrêté préfectoral n° 08/DAIDD/M/003 du 26 février 2008, les Établissements PIKETTY Frères sont autorisés, sur le territoire de la commune d'Écuellles, à poursuivre et étendre l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert de calcaires sur une superficie d'environ 145 ha 79 a 21 ca, à exploiter des installations de lavage concassage criblage de matériaux issus de cette carrière et à exploiter une centrale de malaxage et une installation de concassage (recyclage de béton et déconstruction de chaussées), implantées à l'intérieur de la carrière.

Cette autorisation d'exploiter accordée pour une durée de 30 ans a été modifiée par arrêté préfectoral n° 2010/DCSE/M/009 du 2 juillet 2010, notamment pour prolonger les délais de mise en service des nouvelles installations de traitement de matériaux en carrière et actualiser le montant de référence des garanties financières.

En février 2022, l'exploitant a porté à la connaissance du préfet des modifications apportées aux conditions d'exploitation et de remise en état de la carrière (maintenant située sur la commune nouvelle de Moret-Loing-et-Orvanne) et aux installations de traitement de matériaux implantées dans la carrière. Ces modifications feront l'objet d'un arrêté préfectoral complémentaire afin d'adapter les prescriptions imposées par l'arrêté préfectoral d'autorisation.

A la suite de la fusion avec la société Matériaux Routiers Franciliens (MRF) le 1<sup>er</sup> octobre 2022 la société Ets PIKETTY Frères a changé de dénomination sociale et est devenue la société MRF (Matériaux Routiers Franciliens).

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Recyclage de béton ou de déconstruction de chaussée	Arrêté Préfectoral du 26/02/2008, article I-4.3	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Volume et tonnage d'extraction	Arrêté Préfectoral du 26/02/2008, article I-3.3	Sans objet
3	Extraction	Arrêté Préfectoral du 26/02/2008, article III-9	Sans objet
4	Remblayage de la carrière	Arrêté Préfectoral du 26/02/2008, article III-17	Sans objet
5	Eaux	Arrêté Préfectoral du 26/02/2008, article IV-3.2-2	Sans objet
6	Eaux	Arrêté Préfectoral du 26/02/2008, article IV-3.2-3	Sans objet
7	Pollution de l'air	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.9	Sans objet
8	Incendie et explosion	Arrêté Préfectoral du 26/02/2008, article IV-5	Sans objet
9	Bruits	Arrêté Préfectoral du 26/02/2008, article IV-71.3	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La société MRF devra justifier, dans un délai de 3 mois, que le groupe mobile de concassage est implanté à proximité d'un écran de 9 m lors des campagnes de recyclage de béton et de matériaux de chaussées.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Volume et tonnage d'extraction

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/02/2008, article I-3.3
<b>Thème(s) :</b> Autre, Production maximale de la production de calcaire
<b>Prescription contrôlée :</b>  La production maximale annuelle de la carrière est de 600 000 tonnes par an soit 250 000 m <sup>3</sup> .
<b>Constats :</b>  La société MRF indique avoir produit 16 760 tonnes de matériaux calcaires en 2025.  Il poursuit son activité de valorisation par chaulage des matériaux calcaires stockés sur site, produits fatals issus du traitement des matériaux extraits de la carrière, considérés auparavant comme stériles.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 2 : Recyclage de béton ou de déconstruction de chaussée

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/02/2008, article I-4.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Groupe de mobile de concassage
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le groupe mobile de concassage (recyclage) sera implanté au nord de la parcelle E1714 lieu-dit «Charmoy» à la cote 59m NGF et au plus près d'un merlon de 4,5 m et d'un écran de 9 m. Sa puissance électrique est de 500 KW, il fonctionne par campagne et n'est pas présent sur site en permanence.
<b>Constats :</b>  La plate-forme de recyclage de béton et de matériaux de chaussée se trouve sur la parcelle cadastrée E 1714 au lieu-dit «Charmoy» à la cote 59 m NGF.  Il a été constaté un merlon boisé ceinturant la plate-forme. Il n'a pas été constaté d'écran d'une hauteur de 9 m.  Le recyclage est réalisé par campagne.

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
L'exploitant devra justifier que le groupe mobile de concassage est implanté à proximité d'un écran de 9 m lors des campagnes de recyclage de béton et de matériaux de chaussées.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 3 : Extraction

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/02/2008, article III-9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Epaisseur d'extraction
<b>Prescription contrôlée :</b>  La cote d'extraction maximale est fixée pour la poursuite d'exploitation du site ouest à 59 m NGF pour les phases 1 à 4 définies au plan de phasage figure 11 de la demande classeur 1. Cette cote reste à préciser pour les phases ultérieures selon les modalités de l'article III-13.
<b>Constats :</b>  D'après le plan d'exploitation du 27 janvier 2026, la cote d'extraction la plus basse est de 73 m NGF. L'exploitation de la carrière est en phase 4.  L'exploitant n'exploitera pas le Sud de la carrière (zone ouest), extraction prévue lors des phases 5 et 6. Il a sollicité la régularisation du phasage d'exploitation dans son porter-à-connaissance du 30 septembre 2024.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Remblayage de la carrière

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/02/2008, article III-17
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Matériaux extérieurs
<b>Prescription contrôlée :</b>  (...) <p>Les matériaux d'origine extérieure utilisés au remblayage de la carrière ne peuvent être que des matériaux minéraux inertes de terrassement, non contaminés ni pollués.</p> <p>Ils sont préalablement triés de manière à garantir cette qualité. En particulier, sont interdits les déchets tels que bois, métaux, plastiques, papiers, etc.</p> <p>Les apports extérieurs sont accompagnés d'un bordereau de suivi qui indique leur provenance, leur destination, leurs quantités, leurs caractéristiques, les moyens de transport utilisés et le nom du transporteur.</p> <p>Ce bordereau atteste que les matériaux déposés sont ceux correspondants à la provenance indiquée.</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre ou un document synthétique sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des matériaux, les moyens de transport utilisés et le nom du transporteur ainsi qu'un plan topographique permettant de localiser les zones (et les</p>



niveaux) de remblais correspondant aux données figurant sur le registre. Ce document est tenu à disposition permanente de l'inspection des installations classées.  
(...)

**Constats :**

L'exploitant a mis en place une procédure afin de contrôler la qualité inerte des matériaux d'origine extérieure utilisés pour le remblayage et la carrière.

Un contrôle par sondage a été réalisé pour vérifier la mise en œuvre de cette procédure.

L'exploitant a présenté la Déclaration d'Acceptation Préalable (DAP) du 09 mars 2026 concernant 5000 t de déchets provenant d'un chantier à Dreux, accompagnée des résultats portant sur les paramètres de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées. Il s'agit bien de déchets inertes.

Les transporteurs sont les sociétés : Jamet, Premat et Pejam.

La traçabilité est assurée via trackdéchets.

En outre, l'exploitant a présenté un registre avec les coordonnées GPS du lieu de stockage dans la zone à remblayer de la carrière.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : Eaux**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 26/02/2008, article IV-3.2-2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Eaux de procédés des installations

**Prescription contrôlée :**

1) Les installations de traitement utilisent des eaux industrielles pour le lavage des matériaux. Ces eaux sont prélevées dans le bassin d'eaux claires et complétées d'un appoint d'eau provenant du canal du Loing ou du forage lorsque le canal est en chômage.

Les rejets d'eau de procédé d'installations de traitement de matériaux à l'extérieur du site autorisé sont interdits, y compris après traitement. Ces eaux sont intégralement recyclées. Le circuit de recyclage est conçu de telle manière qu'il ne puisse donner lieu à des pollutions accidentelles.

Un dispositif d'arrêt d'alimentation en eau de procédé, en cas de rejet accidentel de ces eaux, est prévu. Un bassin de secours étanche est réalisé pour pouvoir contenir la totalité des effluents résultant d'une panne du système de traitement des eaux.

Les eaux de procédé sont traitées par une unité de traitement des eaux utilisant un adjuvant de floculation, un clarificateur, un silo et une presse à boues.

La défaillance du système de dosage automatique de l'adjuvant de floculation entraîne l'arrêt immédiat de l'installation correspondante.

(...)

2) Le procédé de malaxage utilise des eaux prélevées à partir du canal du Loing ou du forage.

3) un bilan annuel de consommation d'eau et de floculant de l'année n est adressé à l'inspection des installations classées au plus tard le 1<sup>er</sup> février de l'année n+1.

**Constats :**

L'exploitant ne réalise plus de traitement de matériaux calcaires avec de l'eau.

Dans son porter-à-connaissance du 30 septembre 2024, l'exploitant décrit les installations de traitement à sec : unité de chaulage et pré-crible ou concasseur puis cribleur et indique que l'activité de la centrale de malaxage est arrêtée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 : Eaux**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 26/02/2008, article IV-3.2-3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Eaux pluviales et eaux de nettoyage

**Prescription contrôlée :**

I - Les eaux de ruissellement des plates-formes des installations présentes en carrière sont recueillies, après passage par un débourbeur déshuileurs dans le bassin d'eaux claires. Les eaux de ruissellement internes à la carrière sont recueillies en un point bas à l'avancement de l'extraction.

II - Les eaux à la sortie des déshuileurs des aires étanches sont dirigées vers le bassin d'eaux claires et utilisées pour le lavage des matériaux.

III - Les eaux en sortie de déshuileurs respectent les prescriptions suivantes :

Cf. tableau

Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur 24 heures ; en ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites. La modification de couleur du milieu récepteur, mesuré en un point représentatif de la zone de mélange, selon la norme NFT 90-034, ne doit pas dépasser 100 mg Pt/l.

IV - Les émissaires sont équipés d'un canal de mesure du débit et d'un dispositif de prélèvement. L'exploitant fait procéder par un laboratoire agréé à un contrôle tous les ans des rejets aqueux sur les paramètres suivants : pH, température, MEST, DCO, hydrocarbures, ainsi que du débit.

Les résultats sont consignés dans un registre et un bilan annuel est adressé à inspection des Installations Classées au plus tard le 1er février de l'année suivante.

**Constats :**

L'exploitant a transmis les résultats des analyses annuelles de la qualité des eaux des 3 bassins et après traitement dans le séparateur d'hydrocarbure au niveau de l'atelier. Le rapport indique qu'une élévation ponctuelle des matières en suspension est observée sur les échantillons provenant des bassins 2 et 3, sans dépasser toutefois le double de la valeur limite. Aucun dépassement de valeur limite n'est constaté pour les autres paramètres.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 7 : Pollution de l'air**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.9
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Retombées de poussières
<b>Prescription contrôlée :</b>  19.9. - Chaque année l'exploitant établit un bilan des mesures réalisées. Ce bilan annuel reprend les valeurs mesurées. Elles sont commentées sur la base de l'historique des données, des valeurs limites, des valeurs de l'emplacement témoin, des conditions météorologiques et de l'activité et de l'évolution de l'installation. Il est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard le 31 mars de l'année suivante. <sup>19</sup>
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté le bilan de l'année 2025 des retombées de poussières.  La moyenne annuelle glissante des 2 campagnes de mesures en chaque point de type b (à proximité immédiate des premiers bâtiments accueillant des personnes sensibles (centre de soins, crèche, école) ou des premières habitations, situés à moins de 1 500 mètres des limites de propriétés de l'exploitation, sous les vents dominants) est inférieure à la valeur limite de 500 mg/m <sup>2</sup> /jour.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : Incendie et explosion**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/02/2008, article IV-5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Equipements de lutte contre un incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le site, les installations et les engins sont pourvus d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.
<b>Constats :</b>  L'exploitant indique que les équipements de lutte contre l'incendie sont contrôlés annuellement. Le dernier contrôle date du 14 mai 2025 et a porté sur les engins, ateliers, hangars.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite



**N° 9 : Bruits**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/02/2008, article IV-71.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle des niveaux sonores
<b>Prescription contrôlée :</b>  Un contrôle des niveaux en limites d'emprise et des émergences aux points 1,2,3,4,5,6 et 7 conforme à la méthode de mesures définies à l'annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 est effectué aux frais de l'exploitant: <ul style="list-style-type: none"><li>• au moins tous les ans</li><li>• dans les trois mois qui suivent la mise en service de l'installation décrite au I.4.2.</li></ul> Un bilan est adressé à l'inspection des installations classées au plus tard le 1er février de l'année suivante.
<b>Constats :</b>  Une campagne des niveaux sonores a été réalisée le 08 octobre 2025. Le rapport des résultats conclut que l'environnement sonore des lieux est typique d'une zone calme influencée par les trafics routiers alentours. Les émergences constatées au niveau des habitations les plus proches ne dépassent pas la valeur limite réglementaire. Le site n'est perceptible que sur la partie nord. Les niveaux de bruit ambiant constatés en limite d'emprise sont tous nettement inférieurs à la valeur limite réglementaire.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite